

Campagne de prévention de l'homophobie et de la transphobie dans les collèges et lycées : vigilance et prudence

Article rédigé par juristespourlenfance.com, le 02 février 2019

Source [juristespourlenfance.com] Monsieur le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer a lancé le 29 janvier dernier « une nouvelle campagne de prévention contre la haine anti-LGBT : *Tous égaux, tous alliés*. Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une mobilisation résolue du Gouvernement contre les violences homophobes et transphobes » (courrier adressé par le ministre aux principaux de collèges et proviseurs de lycées).

Les faits de violences et de harcèlement se multiplient dans les écoles, c'est une réalité bien connue et déplorée par de nombreux parents et dénoncée par beaucoup d'associations familiales. D'après une récente étude de l'UNICEF, 51% des élèves de 13 à 15 ans « *déclarent avoir été victimes d'intimidation à l'école au moins une fois au cours des derniers mois et/ou avoir été impliqués dans une bagarre physique au moins une fois au cours des 12 derniers mois* ».

Juristes Pour l'Enfance se réjouit que le gouvernement se saisisse de cette question, même si les victimes de ce fléau sont multiples et ne se limitent pas, tant s'en faut, aux jeunes désignés de façon paradoxale car déjà stigmatisante comme « LGBT ». Les élèves sont des garçons ou des filles aux sensibilités diverses et l'association Juristes pour l'enfance s'interroge sur l'opportunité de désigner les jeunes en référence à leurs attirances sexuelles ou leur ressenti intime, opérant ainsi une forme d'étiquetage public à partir d'aspects relevant de la vie privée de chacun. C'est donc l'ensemble des enfants victimes de harcèlement qui doit être pris en compte et non seulement une minorité d'entre eux.

Par ailleurs, Juristes pour l'enfance alerte sur le risque que cette campagne « Stop ça suffit » ne serve de prétexte à des associations militantes pour accroître leur visibilité médiatique et leur intrusion directe auprès des enfants dans les écoles. Loin de trouver des solutions aux violences, certaines interventions ont plutôt pour objet la promotion de revendications communautaires et la promotion du droit à l'enfant pour tous en stigmatisant les conceptions anthropologiques contraires à leurs revendications comme relevant de la haine et de la discrimination.

Si des jeunes sont victimes d'insultes et de comportements de rejet divers dès le plus jeune âge, il est sans doute temps que nos responsables politiques fassent le lien entre la violence véhiculée par l'hypersexualisation de la société et la pornographie, et le mal être de nombreux jeunes.

02/02/2019 11:00